

Gaz de schiste le débat refait surface

Les collectifs opposés à l'exploitation dénoncent la prolongation de permis



Gaz de schiste le débat refait surface

Les collectifs opposés à l'exploitation des hydrocarbures non-conventionnels créés autour du projet d'exploitation de Saint Grède (Gers, Hautes-Pyrénées, Landes et Pyrénées-Atlantiques) ont été surpris par un arrêté paru au Journal Officiel du 23 décembre prolongeant le permis d'exploitation concédé à la société australienne Gas2Grid, en avril 2008 jusqu'au 31 mai 2018.

Le Permis exclusif de recherche d'hydrocarbures (PERH) de Saini-Griède (Gers, Hautes-Pyrénées, Landes et Pyrénées-Atlantiques) détenu depuis le 21 avril 2008 pour cinq ans par la société australienne Gas2Grid, a été prolongé jusqu'au 31 mai 2018 par un arrêté du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de l'Economie et des Finances, daté du 8 décembre dernier et publié au Journal officiel le 23 décembre. La superficie du permis est réduite à 652 km² (contre 1 238 km² auparavant)

Les collectifs du Gers et des Hautes-Pyrénées dénoncent (a prolongation de ce permis et appelleront à la mobilisation contre toute tentative de travaux d'exploration et d'exploitation. Ils demandent à être reçus par les préfets des départements concernés et à avoir accès à l'ensemble du contenu de ce dossier..

Le 8 décembre, cinq autres prolongations de permis ont été accordées (Gironde, Marne, Moselle, Meurthe-et-Moselle, Aube, Yonne).

Selon eux la décision de prolonger ces permis a été prise au moment où le président Macron se posait en leader planétaire pour le climat lors du sommet "One planet summit" et en même temps que le débat parlementaire concernant la loi sur la fin de l'exploitation des hydrocarbures en 2040 qui vient d'être votée le 19 décembre. Les collectifs demandent que les actes du gouvernement soient conformes aux engagements pris, qui ne seraient sans cela qu'un effet d'annonce, alors que l'exploitation des énergies fossiles est la première cause du réchauffement climatique et que son arrêt est la seule voie possible vers la transition énergétique.

Dans le même temps on apprend que le président devrait signer samedi trois textes de loi importants dont celui concernant l'arrêt des recherches et de l'exploitation des hydrocarbures